

## **LA CRISE : HEURTS ET CONSENSUS**

**Michel Rogalski, directeur de la revue *Recherches internationales***

Cette crise que bien peu ont vu venir, notamment parmi ceux qui avaient prophétisé un peu hasardeusement la « fin de l'Histoire », alimente en boucle conversations, analyses ou prophéties. Bien installée, elle est là, et l'on se doit de l'expliquer, de la décrire, d'en prévoir la durée et les contours. Très vite, elle a réorienté tous les discours et est devenue la référence autour de laquelle les positionnements idéologiques se réorganisent. Il y a dans la vie politique des faits marquants qui structurent la suite du cours des événements. Bref, il y aura l'avant et l'après. Et entre les deux, là où nous en sommes, le débat intense nourrit déjà les lignes de forces. C'est à une véritable rétrolecture des dernières décennies que nous sommes conviés. Chacun cherchant son fil d'Ariane explicatif.

D'abord, l'ampleur et la caractérisation de la crise. Crise financière, morale, alimentaire, énergétique, environnementale ? Crise de régulation, systémique, générale, finale, idéologique, civilisationnelle ? Tout à la fois pour certains qui doivent considérer que plus nombreux sont les adjectifs, plus c'est grave. Vrai tout de même si l'on veut signifier que la crise, du moins dans ses effets multiples, affecte la plupart des aspects de la vie sociale. Mais de faible portée explicative si l'on veut rendre compte des mécanismes essentiels en œuvre car chacun des aspects évoqués relève d'une temporalité ou d'une causalité différente. Le ressort essentiel est d'ordre économique et le déclencheur se situe dans la sphère financière, sans que pour autant il convienne de dissocier l'un de l'autre.

### **A l'origine immédiate, la crise immobilière aux Etats-Unis**

Depuis plus d'un an déjà, la chute des prix immobiliers, les insolvabilités personnelles, les saisies et les expulsions touchant des familles modestes avaient constitué un signal d'alarme. Un mécanisme pervers – celui des *subprimes* – venait d'éclater. Il s'agit de crédits faits à des gens insolubles ou fragiles financièrement, sans apport consistant en capital propre, à travers des manœuvres fallacieuses (taux de crédit faible donc attractif mais révisable). Il y a *subprimes* lorsque l'endettement dépasse 85 % de la valeur du bien acheté et que le remboursement dépasse les 40 % du revenu. On convainc le client en pronostiquant la poursuite de la hausse de l'immobilier et en lui faisant miroiter ainsi l'aubaine d'un effet de levier. La crise des *subprimes* arrive lorsque les gens ne peuvent plus rembourser et que la valeur du bien a chuté au lieu d'augmenter. Il devient alors même plus judicieux de se déclarer en faillite et d'arrêter de payer une maison ou un appartement dont la valeur devient inférieure à ce qu'il reste à rembourser. Dans ce système – très répandu également en Grande-Bretagne et en Espagne – on emprunte non plus en fonction de ses capacités à rembourser mais en fonction de la valeur du bien que le prêt permet d'acquérir. L'emprunteur est ruiné, le créancier n'a plus de garantie et son titre n'a plus de valeur.

Tout s'enchaîne alors très vite car l'organisme de crédit qui a placé son prêt douteux le revend à une banque qui n'en a pas contrôlé les conditions d'octroi et qui à son tour va en faire un titre mélangé parmi d'autres et le proposer à d'autres banques pour gager un financement. On

entre dans une manœuvre frauduleuse et les créances douteuses indécélables vont se propager dans l'ensemble du système bancaire qui utilise ces titres pour se refinancer à court terme. Aux premières défaillances des endettés (crise des *subprimes*) succède une crise de méfiance des banques entre elles qui ne veulent plus s'échanger leurs titres. Le crédit se raréfie. La valeur des actifs des banques devient incertaine et les premières faillites bancaires surgissent. L'anticipation de ces faillites, de la chute du crédit et de l'activité économique va provoquer l'effondrement boursier. Les titres « pourris » s'étant propagés à l'échelle de la planète, il en va de même des chutes boursières. En un an, les principales places dévissent de 35 à 70 % et des milliards de dollars de « richesses » s'envolent en fumée touchant du petit porteur aux assurances et fonds de pensions. L'ébranlement du système financier est tel que des affaires frauduleuses se révèlent (Fonds Madoff) aggravant la crise de confiance.

Sur ce déroulé immédiat et événementiel de la crise l'accord est largement partagé. Mais évidemment l'essentiel n'est pas là. L'affaire remonte si l'on peut dire à loin.

### **A l'origine lointaine, l'endettement de gens qu'on a appauvris**

Car ce qui est en cause, c'est l'économie d'endettement mis en place depuis vingt-cinq ans à l'échelle du monde et qui favorise ceux qui ont un excédent d'épargne et pénalise ceux qui n'en ont pas. C'est également vrai de la dette publique. Avant d'être un transfert intergénérationnel c'est une ponction réalisée dans l'instant présent par les riches sur le dos des pauvres et qui participe donc à l'aggravation des inégalités. Bref, on a forcé les pauvres à s'endetter alors qu'on savait bien qu'ils ne pourraient pas rembourser. C'est la faillite d'un mode de croissance et d'un mode d'accumulation : endetter les gens après les avoir appauvris.

Ce modèle de développement s'est répandu dans le monde occidental depuis la période Reagan/Thatcher. C'est celui de la déflation salariale. Partout le partage de la valeur ajoutée entre profit et salaires s'est fait au détriment des seconds alors même que la proportion des salariés était croissante. Cet appauvrissement des familles s'est doublé d'un endettement forcé pour les familles mais également nécessaire au maintien du système. L'extrême diffusion des cartes de crédit aux Etats-Unis a encore accentué le phénomène.

Cette déflation salariale reflète la lente dégradation d'un rapport de force entre capital et travail qui mine l'ensemble des pays de l'OCDE. Elle accompagne la phase qui s'est ouverte au début des années 80 où l'on vit se mettre en place tout à la fois au Nord les politiques d'austérité et au Sud les plans d'ajustement structurel. Deux visages d'une même démarche qui aida fortement à la prise de conscience de solidarités à l'échelle du monde. Car au Nord, la victime des politiques d'austérité remettant en cause les acquis constitués comprend spontanément le sens des luttes de ceux qui, au Sud, combattent les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI. Il s'agit de luttes dont la convergence est d'emblée perçue et dont la disparité dans la situation des acteurs ne fait pas obstacle à leur mise en relation.

Mais tout ceci ne fut rendu possible que grâce à la poussée d'une vague de mondialisation qui bouscula tout sur son passage. La déflation salariale s'obtint par la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle du monde en rapprochant capital et bas salaires que ce soit à coups de délocalisations ou par l'organisation de flux migratoires. Ainsi fut mis fin à un compromis implicite qui régnait sur un territoire donné entre travail et capital et qui faisait en sorte que la grosse firme puisse écouler la marchandise produite auprès de consommateurs disposant d'un pouvoir d'achat suffisant. Dès lors que l'horizon devenait planétaire, la firme multinationale pouvait s'émanciper du contexte social car seul comptait son chiffre d'affaires. Et s'il pouvait être réalisé à l'export, alors qu'importait la fermeture des bassins d'emplois et la montée du

chômage. Le chiffre d'affaires devenant mondial on pouvait dégrader l'emploi, casser des secteurs d'activités, démanteler des territoires. Il s'agit de penser mondial en s'émancipant des réalités nationales. Ce libre-échange entre régions de niveau inégal n'organise pas une vraie concurrence entre entreprises qui doit se jouer sur la meilleure efficacité technique, mais entre des régions et des pays, c'est à dire entre des environnements sociaux, fiscaux ou environnementaux. On théorisa ainsi qu'une rationalité mondiale qui accompagnait le phénomène ne pouvait être que d'essence supérieure à toute logique nationale. L'autonomie accordée aux banques centrales permettra à celles-ci de ne se préoccuper que des signaux des marchés – de préférence internationaux – et de s'émanciper de toute réalité nationale.

Cette origine lointaine de la crise cristallise des désaccords car elle revient sur la lecture de vingt-cinq années de trajectoire et porte en elle une radicalité dans les mesures à mettre en œuvre qui ne peut être partagée par tous. On comprend pourquoi le refrain que la droite n'hésite pas à entonner sur les excès du capitalisme de la finance, les mauvais entrepreneurs, les fraudeurs, et son appel à refonder un nouveau capitalisme, débarrassé de ces scories, et assis sur une nouvelle éthique sont autant de contre-feux lui évitant de soulever les questions bien plus fâcheuses de la déflation salariale et d'une libre concurrence sans aucun frein. C'est autour de ces questions nodales que se jouera le débat sur une véritable issue à la crise.

**Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.**

**6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19  
01 42 17 45 27 [recherinter@internatif.org](mailto:recherinter@internatif.org)  
Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros**